

# Une longue liste de déceptions

**A** LA FIN DE 1937, alors que les dernières crises de la période d'avant-guerre étaient sur le point d'éclater, le commissaire soviétique aux Affaires étrangères, Maksim Litvinov, rencontra Robert Coulondre, ambassadeur de France à Moscou, pour s'entretenir de la situation en Europe. Les deux hommes entrevoyaient de graves dangers à l'horizon, tous deux se plaignant de l'état déplorable des relations entre leurs deux pays. Les tentatives de coopération entre l'Ouest et l'Union soviétique contre l'Allemagne nazie avaient connu de nombreux échecs. C'était « une longue liste de déceptions », nota Litvinov : le gouvernement soviétique avait espéré mieux<sup>1</sup>. Quelques mois plus tard, l'ambassade de France à Moscou n'aurait pas pu l'exprimer de manière plus éloquente que Litvinov :

[...] le gouvernement soviétique maintient les principes qu'il n'a cessé de défendre au cours de ces dernières années, de la nécessité pour les puissances pacifiques de former un front de la paix, de s'organiser pour « barrer la route aux agresseurs ». La Cassandre moscovite continue à prêcher l'urgence d'une action en vue de laquelle il n'y a plus, selon elle, une heure à perdre ; mais voyant qu'on ne l'écoute pas et sentant qu'on se méfie d'elle, sa voix se fait peu à peu plus lointaine, ses accents plus amers<sup>2</sup>.

L'Allemagne menaçait la France et l'URSS, lesquelles pouvaient soit résister ensemble, avec la Grande-Bretagne, soit s'effondrer seules. Litvinov et Coulongre étaient contre l'*appeasement* et prônaient la sécurité collective contre l'Allemagne. Ce fut bien le malheur inexplicable des années 30 que des hommes comme eux aient vu venir le danger qui planait sur l'Europe mais n'aient pu empêcher la catastrophe. C'était la malédiction de Cassandre.

## II

Cela conduisit à 1939. L'année commença mieux qu'elle n'allait s'achever. En janvier, quatre mois seulement après la signature des accords de Munich, les gouvernements français et britannique se rendirent lentement à l'évidence que l'Allemagne ne pouvait être apaisée par des concessions et que seule la force saurait la tenir en échec. Cette prise de conscience fut facilitée par l'occupation allemande de ce qui restait de la Tchécoslovaquie en mars. Au printemps 1939, des négociations tripartites franco-anglo-soviétiques débutèrent dans le but de créer une alliance antinazie. Cela représentait la dernière chance de mettre un terme à l'expansionnisme allemand. Étonnamment, les gouvernements français et britannique hésitèrent à conclure. Les négociations n'aboutirent pas et, en août, l'URSS signait un pacte de non-agression avec l'Allemagne. Il s'agissait d'un revirement stupéfiant : les deux ennemis jurés, qui s'accablaient d'injures depuis des années, mettaient de côté leurs différends. Les Franco-Britanniques accusèrent les Russes de jouer double jeu, tandis que ces derniers rétorquèrent qu'en matière d'hypocrisie, la France et la Grande-Bretagne n'avaient pas de leçons à donner à l'URSS.

Pour les gouvernements français et britannique, l'effondrement des négociations avec les Soviétiques était un échec politique retentissant. En 1939 et, en fait, depuis l'accession des nazis au pouvoir en 1933, l'URSS était la clé de la paix et de la sécurité en Europe. « Il est bon de se rappeler, nota au début de 1939 Robert Vansittart, alors premier conseiller diplomatique au Foreign Office, que la Russie et l'Italie étaient de notre côté lors de la guerre précédente, et que l'on a eu bien du mal à s'en sortir [...]. La France n'aurait eu *aucune chance* de survie en 1914 sans le front oriental. Elle s'en est à peine sortie ainsi » (souligné dans l'original)<sup>3</sup>.

L'Armée rouge était importante et bien approvisionnée, l'URSS disposant d'immenses ressources naturelles. Avec la Russie à leurs côtés, la France et la Grande-Bretagne pouvaient espérer une victoire sur l'Allemagne nazie. Sans elle, ils se retrouvaient dans une situation des plus périlleuses. Comment les gouvernements français et britannique avaient-ils pu laisser échapper cette dernière chance d'éviter la catastrophe ?

Le 1<sup>er</sup> septembre, l'Allemagne envahissait la Pologne ; deux jours plus tard, la Grande-Bretagne et la France lui déclaraient la guerre. Peu après, les dominions britanniques suivirent Londres. Les fragiles retenues qui empêchaient les puissances européennes de recourir à la guerre venaient tout à coup de s'effondrer. « Les espoirs ingénieux se sont éteints », clama W. H. Auden. Les sirènes d'alerte aérienne hurlaient et l'on tirait les rideaux du black-out sur la semi-paix ténébreuse et intermittente de la décennie. Une nouvelle guerre éclatait sur le sol européen vingt ans seulement après la fin du dernier conflit avec l'Allemagne. Comment cela était-il possible ? « L'odeur indescriptible de la mort envahit la nuit de septembre », écrivit Auden. Mais 1939 n'était que le commencement d'un cataclysme où des dizaines de millions d'hommes et de femmes moururent dans des conditions atroces, sans pouvoir se défendre, et où l'on oublia les notions d'humanité, de culture et de pitié. Cette guerre devint une lutte épique entre le bien et le mal. Les aviateurs de la Royal Air Force trinquaient « aux morts et à ceux qui vont mourir ».

Rarement les axes d'un conflit furent aussi clairement définis, bien que, pendant un moment, certaines personnes ne virent pas les enjeux si distinctement. La guerre en Europe devint la « drôle de guerre » après l'effondrement de la Pologne. D'autres encore la qualifièrent de guerre de l'ennui et cela ne contribua pas à clarifier l'objectif de la croisade qu'on souhaitait mener. Bien évidemment, lorsque l'on tire sur l'ennemi, il riposte. Mais la France et la Grande-Bretagne n'étaient pas prêtes pour de vraies hostilités et ne désiraient pas les provoquer. À la fin novembre 1939, des combats éclatèrent à la périphérie, lorsque l'URSS attaqua la Finlande dans une courte mais sanglante « guerre d'hiver ». Les conservateurs en France et en Grande-Bretagne brûlaient d'envie d'aider la Finlande et certains même, de faire la guerre à l'URSS. L'Armée rouge semblait à tout le moins une proie facile et une cible bien plus attirante que la formidable Wehrmacht. La perspective d'en découdre avec les communistes excitait

les conservateurs franco-britanniques; combattre l'Allemagne nazie suscitait chez eux le doute, la morosité et la peur.

### III

Pour de nombreux conservateurs britanniques et pour la droite française, la coopération avec l'URSS n'avait jamais constitué une solution acceptable. Jusqu'en 1939, le fascisme ou le nazisme, bien que peu honorables, n'incarnaient pas le mal absolu. Au contraire, le fascisme était une arme efficace contre le communisme et le socialisme, et un rempart contre l'expansion du bolchevisme au-delà des frontières de l'Union soviétique. La révolution russe de 1917 avait, pendant un moment, ébranlé sur ses bases le capitalisme européen. En 1919, les bolcheviks annoncèrent la création de l'Internationale communiste, le Komintern, et déclarèrent leur intention d'exporter la révolution socialiste à travers le monde. Les images et les discours occidentaux de l'époque en disent long à ce sujet : des assassins bolcheviques basanés apparaissaient sur les affiches électorales des partis de droite ou à la une des journaux, serrant des couteaux entre leurs dents cassées et dégoulinantes de sang, prêts à la mutilation et au meurtre de classe. Les bolcheviks menaçaient la civilisation européenne, massacraient les innocents, violaient les femmes et les réduisaient en esclavage, saccageant tout sur la route de l'accomplissement brutal et insensé du communisme. L'individualisme, la propriété privée, la richesse, la liberté : tout allait disparaître sous le couteau bolchevique. En 1918, la nationalisation par les Soviétiques des investissements privés et la dénonciation des dettes extérieures contractées sous le tsar, qui représentaient des milliards, porta un coup direct au capitalisme.

La menace bolchevique était si grave que pour la contrecarrer, les puissances alliées établirent un blocus contre la Russie, complotèrent avec ses ennemis de l'intérieur et envoyèrent des troupes. N'ayant pas le pouvoir de faire échouer la révolution, les Alliés ne s'en accommodèrent jamais; leur rancune et leur peur perdurèrent bien longtemps après le triomphe des bolcheviks. La France et la Grande-Bretagne, jusqu'en 1924, ne voulurent pas reconnaître le gouvernement soviétique, refusant même, au début, de se livrer à des échanges commerciaux, puis d'accorder des crédits. Pour elles, cette position était justifiée, car les bolcheviks

n'avaient pas honoré les dettes publiques russes. Pourquoi aurait-on dû prêter de l'argent frais aux bolcheviks, alors que ceux-ci refusaient de payer leurs anciennes dettes? Parce que c'est rentable, répliquèrent les Soviétiques, et ils s'appliquèrent à le démontrer. Chose étonnante, les bolcheviks s'avérèrent d'excellents hommes d'affaires et le commerce avec l'Ouest augmenta. En dépit des obstacles, les diplomates soviétiques tentèrent de bâtir des relations normales, ou tout au moins acceptables, sur la base d'échanges commerciaux. Vladimir Ilitch Lénine appela cette politique la « coexistence pacifique ». Elle n'était pas facile à réaliser car, pendant que les diplomates soviétiques œuvraient en vue de favoriser des échanges et des relations corrects avec l'Ouest, le Komintern continuait à claironner la révolution mondiale. Ses activités étaient vaines et peu sérieuses, mais elles ennuyaient et effrayaient les gouvernements occidentaux — gênaient aussi les diplomates soviétiques, car le Komintern perturbait leur rapprochement pragmatique avec l'Occident.

De fait, les initiatives diplomatiques soviétiques furent largement infructueuses, alors que le commerce continuait de s'accroître. Les relations anglo-soviétiques furent rompues en 1927, et il en fut presque de même des relations franco-soviétiques peu de temps après. Un réchauffement se produisit plus tard, le gouvernement britannique reprenant ses relations diplomatiques en 1929. Mais les vieilles animosités subsistaient et la peur du socialisme couvait et s'enflammait. Le péril rouge fut périodiquement brandi par les conservateurs à l'occasion des élections nationales de 1924 en Grande-Bretagne et par la droite française en 1919, 1928 et 1936. Aux États-Unis également, le péril rouge servit les conservateurs. Le gouvernement américain, qui s'était retiré de la politique européenne en 1919, refusa jusqu'en 1933 de reconnaître l'URSS. Entre les deux guerres, la France et la Grande-Bretagne furent les deux principales puissances occidentales antagonistes de l'URSS.

Quel est le lien avec 1939 et le commencement de la Seconde Guerre mondiale? La plupart des historiens associent la « guerre froide » avec la période d'après-guerre et avec la lutte qui s'ensuivit pour l'hégémonie entre les États-Unis et l'URSS. Le péril rouge, la doctrine de l'endiguement (*containment*), la coexistence pacifique, les campagnes électorales anticommunistes et l'exploitation abusive des peurs, tout cela fit partie de la période postérieure à 1945. Pourtant, ces manifestations de la « guerre

froide » étaient déjà à la mode et répandues durant l'entre-deux-guerres, influençant de manière fondamentale la conduite de la politique étrangère européenne. L'anticommunisme devint un sérieux obstacle à la réalisation de la défense franco-britannique et européenne, particulièrement durant les années 30. « L'ennemi numéro un », la menace suprême pour la paix européenne, était-ce l'Allemagne ou l'URSS ?

Les politiciens et les hommes d'État posèrent régulièrement cette question durant l'entre-deux-guerres. N'ayant pas la Manche pour se protéger, les Français étaient les plus exposés stratégiquement et avaient le plus à perdre dans un nouveau conflit avec l'Allemagne. La géographie força donc la France à se poser la question fondamentale plus tôt. Dès le début des années 20, le Parti radical (centriste), et plus particulièrement un de ses chefs, Édouard Herriot, se déclara en faveur de relations plus étroites avec l'URSS, afin de recréer un équilibre des forces en Europe et rogner les ailes à une Allemagne renaissante. De prime abord, on aurait pu penser que Herriot n'était pas le mieux placé pour proposer un rapprochement franco-soviétique. En effet, bourgeois de bonne composition, épicurien bedonnant, maire de Lyon et chef du Parti radical à la Chambre des députés, il se tenait plutôt au centre de l'échiquier politique français. Il n'était donc pas vraiment le stéréotype dur et sévère prêt à risquer sa confortable joie de vivre et sa réputation politique en prônant l'oubli du passé avec les bolcheviks et des liens plus étroits avec les Soviétiques. Mais, de son point de vue, il paraissait essentiel de restaurer de bonnes relations avec la Russie. La France avait été l'alliée de la Russie tsariste et cette alliance avait essentiellement permis aux Français de contenir avec succès les armées allemandes durant les phases initiales de la Première Guerre mondiale. Selon Herriot, la restauration des bonnes relations franco-soviétiques était cruciale pour la sécurité de la France, peu importât la couleur du tsar. Herriot n'était d'ailleurs pas le seul à promouvoir cette conviction. Certains, à droite comme à gauche, partageaient le même point de vue.

## IV

L'accession au pouvoir de Hitler en janvier 1933 indiqua clairement qui représentait la plus grande menace pour la paix et la sécurité en Europe. En 1933, l'URSS, qui avait maintenu des relations correctes, sinon cordiales, avec la République de Weimar, réexamina sa politique étrangère. Sous Litvinov (commissaire-adjoint durant les années 20, puis finalement commissaire en 1930), le gouvernement soviétique renouvela ses efforts pour améliorer ses relations avec l'Ouest. Litvinov était un vieux bolchevik qui avait échappé aux geôles tsaristes et avait publié des journaux illégaux, se livrant à l'occasion au trafic d'armes et au blanchiment d'argent illégal bolchevique. Ayant passé une dizaine d'années d'exil à Londres, où il avait épousé une Anglaise, il connaissait l'Occident et parlait plusieurs langues européennes. Contrairement à la caricature répandue du bolchevik ressemblant à une brute épaisse, Litvinov était potelé voire rondouillard et doté d'un sourire communicatif et d'un excellent sens de l'humour. Ses camarades l'avaient affectueusement surnommé *Papasha*. C'était un négociateur déterminé et franc, à l'esprit vif et à la langue plus acérée encore, mais il était souple et prêt à la discussion et au compromis si cela servait les intérêts de son pays. Il détestait la politique intérieure soviétique, ce qui — grâce aussi à la chance — lui épargna probablement les purges staliniennes, et il haïssait le Komintern, qui nuisait à ses relations sérieuses avec l'Ouest. Son programme était simple : la paix et la sécurité pour l'URSS et le commerce avec l'Ouest ainsi que des crédits à des taux avantageux afin de reconstruire et de développer l'économie soviétique. Le franc-parler de Litvinov rendait parfois furieux les diplomates occidentaux, mais pratiquement tous le respectaient et certains appréciaient même son ouverture et son affabilité. « Observez-le attentivement, dit le ministre des Affaires étrangères français, Louis Barthou, en 1934, a-t-il l'air d'un bandit ? Non. Il ne ressemble pas à un bandit. Il a l'air d'un honnête homme<sup>4</sup>. »

Au fil des ans, mais tout spécialement au début, lorsque l'État soviétique se battait pour sa survie, Litvinov fut soumis à « d'innombrables tracasseries et affronts », si du moins on en croit R. A. Leeper, fonctionnaire au Foreign Office, qui fut un des premiers intermédiaires avec la Russie soviétique. « Je [...] le trouvais, mis à part quelques éclats

occasionnels, d'un bon tempérament et raisonnable. En fait, il était aussi franc et naturel que les circonstances le permettaient<sup>5</sup>. » Litvinov eut à déplorer de nombreuses déceptions et revers politiques, mais aucun ne fut plus marquant que sa tentative de construire une coalition antinazie. Dans ses relations avec les diplomates occidentaux, il était aussi prompt à recourir au cynisme et à exprimer des réserves et du découragement qu'à repartir et persévérer. Sa lucidité vis-à-vis du danger nazi était aussi fine que celle de Churchill, si ce n'est davantage, bien que le diplomate soviétique soit probablement moins connu des lecteurs. Comme tous les adversaires de l'*appeasement*, Litvinov avait du cran. Son courage était immense, non seulement parce qu'il défendait une cause impopulaire — et elle le fut jusqu'en 1939 et même jusqu'en 1940 —, mais parce qu'il devait craindre l'arrestation et la mort venant du gouvernement même qu'il servait. On dit qu'il dormait avec un revolver sous son oreiller afin d'accueillir la police de Staline. Il n'eut jamais à s'en servir. Mais accomplir sa tâche et servir son pays dans l'atmosphère oppressante et dangereuse des purges staliniennes était terriblement difficile, ainsi qu'il l'avoua à l'ambassadeur de France à Moscou en février 1939<sup>6</sup>. Litvinov fut un acteur si important du déroulement des événements qui débouchèrent sur la guerre en 1939 qu'il mérite l'attention du lecteur et son respect.

Litvinov devint le plus éminent partisan d'une nouvelle politique appelée « sécurité collective ». Il disait que la paix était indivisible. Si elle se trouvait menacée dans un coin de l'Europe, alors c'était la paix de toute l'Europe qui était en danger. Il arguait que l'Allemagne représentait l'ennemi suprême ; elle réarmait à une vitesse folle, et Hitler glorifiait le recours à la guerre et s'y préparait. Litvinov répéta à maintes reprises que le seul moyen d'assurer une défense européenne consistait, pour la France, la Grande-Bretagne et l'URSS, à prendre la tête d'une coalition d'États résolus à empêcher toute agression nazie, ou à la vaincre par le recours à la guerre si la dissuasion devait échouer. Il déclara en 1934 que tant que l'Allemagne serait contrôlée par les nazis, elle serait un « chien enragé à qui on ne peut faire confiance, avec qui aucun accord n'est possible, et dont les ambitions ne peuvent être tenues en échec que par un réseau de voisins déterminés ». Selon lui, la guerre était inévitable si l'Allemagne n'était pas mise au pas<sup>7</sup>.

Certains hauts fonctionnaires et hommes politiques français et britanniques qui entrevoyaient le danger prêtèrent une oreille attentive aux mises en garde de Litvinov. Vansittart, le sous-secrétaire permanent du Foreign Office jusqu'à la fin de 1937, appela « réalistes » les partisans d'une alliance avec les Soviétiques qui avaient reconnu le danger suprême représenté par l'Allemagne. Dans la deuxième moitié des années 30, le plus connu de ces réalistes fut Churchill, qui auparavant avait été un anticommuniste irréductible. Bien que n'ayant pas été tendre avec le communisme, il prétendait qu'il constituait une moindre menace pour la Grande-Bretagne que le nazisme. D'autres réalistes firent aussi sonner le tocsin. « Il y a encore une fois un chien enragé à l'étranger, avertit A. C. Temperley, délégué britannique aux discussions sur le désarmement en 1933 à Genève. Nous devons résolument faire corps pour l'éliminer ou bien pour le confiner jusqu'à ce que la maladie s'éteigne<sup>8</sup>. » Il serait d'ailleurs assez amusant que l'image du « chien enragé » nazi utilisée par Litvinov provienne d'une source britannique.

Vansittart, ou « Van » comme l'appelaient ses proches, était le plus fort et le plus courageux du petit groupe des hauts fonctionnaires britanniques qui se battirent sans succès pour alerter leur gouvernement du péril nazi. C'était un diplomate de carrière qui avait gravi les plus hauts échelons du Foreign Office. Confiant, cultivé, jovial, et représentatif de la classe dirigeante, il possédait des propriétés et des domestiques, était membre du modestement chic club St. James et aimait jouer aux cartes (les références aux clubs et aux cartes illustraient souvent ses comptes rendus et ses notes). De plus, c'était un écrivain et un auteur dramatique digne de ce nom (ce qui se voit parfois dans ses épigrammes et ses tournures de phrases, écrites d'une main large et élégante). Vansittart avait tellement confiance en ses politiques et en sa vision du monde qu'il agaçait ses ministres, car, nonobstant son influence et son pouvoir, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères restait son supérieur. L'un d'eux, Anthony Eden, qui n'appréciait guère un sous-secrétaire permanent si fort et si obstiné, affirma que « sa mentalité » correspondait plus à celle d'un secrétaire d'État qu'à celle d'un haut fonctionnaire permanent<sup>9</sup>. Par conséquent, il chercha à se débarrasser de lui.

Vansittart pratiquait la *realpolitik*, n'étant pas fixé immuablement dans le choix de ses amis ou de ses ennemis, mais ayant uniquement les

intérêts de la Grande-Bretagne à l'esprit. Il n'aimait pas les bolcheviks, mais apprit à les tolérer et à prôner une entente avec eux lorsque l'Allemagne menaça l'Europe. Sa méfiance à l'égard des Allemands et sa haine des nazis allèrent croissant au cours des années 30. Des années de soumission aux exigences de Hitler avaient donné l'image d'une Grande-Bretagne affaiblie, puissance de seconde zone, comme il le soulignait parfois. Selon lui, la puissance engendrait le respect international et des alliés loyaux, tandis que la faiblesse portait atteinte aux intérêts de la Grande-Bretagne et à son isolement. Il montra des signes d'impatience marquée au milieu des années 30, lorsque le gouvernement britannique, trop lent à réarmer, refusa de considérer le péril nazi aussi sérieusement qu'il aurait dû. Cette impatience lui valut des ennuis de la part de ses supérieurs conservateurs.

Vansittart suscita des disciples loyaux chez certains de ses subordonnés au Foreign Office — ses « *boys* », comme on les appelait parfois. Parmi eux, il y eut Ralph Wigram et Laurence Collier. Wigram mourut prématurément à la fin de 1936 et Collier devint le principal faire-valoir de Vansittart dans la promotion d'un rapprochement britannique avec l'URSS et dans l'opposition aux concessions et aux capitulations incessantes devant l'Allemagne nazie. Cela eut un effet néfaste sur sa carrière, comme d'ailleurs sur celle de Van. Ils pensaient certainement — si tant est qu'ils y aient pensé — que la sécurité de leur pays passait avant leur carrière.

Face au péril nazi, Vansittart n'y allait pas par quatre chemins, attitude qui n'est pas souvent appréciée des hommes politiques. « Le régime actuel en Allemagne, disait-il, à en juger par ses agissements passés et actuels, déclenchera une nouvelle guerre en Europe dès qu'il se sentira assez puissant<sup>10</sup>. » Peu de gens au gouvernement britannique l'écoutèrent et, lorsqu'ils le firent, ils critiquèrent son alarmisme, son arrogance et son animosité exagérée envers l'Allemagne. Ses comptes rendus, archivés au Foreign Office et paraphés d'un familier et flamboyant « R », tremblent encore de sa frustration et de son angoisse pour son pays.

« J'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir, écrivit Vansittart dans ses mémoires, et ce n'était pas grand-chose<sup>11</sup>. » Il sous-estimait ses efforts. Il fit tout ce qu'un serviteur de l'État doit faire pour prévenir le danger qui menace son pays. « Avec chaque mois qui passe, écrivait-il au début de

1935, je rassemble davantage de preuves qui confirment mes soupçons et mes convictions quant aux intentions et aux politiques ultimes de l'Allemagne. Je pense que bientôt seuls les aveugles et les bornés ne les verront pas<sup>12</sup>. » Ou, en 1936 : « [...] la réalité actuelle est dure et très sombre, quels que soient les espoirs précaires que nous nourrissions pour l'avenir. [...] L'Allemagne n'a aucune intention de demeurer à l'intérieur de ses frontières actuelles [...] peu important les documents qu'elle signe. » Et encore : « [...] Herr Hitler a promis l'amitié et le désir ardent de la paix, mais aucun acte [...] ne suit. C'est toujours pour demain, [mais] on attend encore [...]»<sup>13</sup>. »

Vansittart cherchait à recréer les alliances de la Première Guerre mondiale avec l'Italie et la Russie. Même si l'Italie était fasciste et la Russie communiste, l'important était qu'elles fassent front avec la Grande-Bretagne contre l'Allemagne. Herriot et Litvinov avaient des projets similaires. L'essentiel était d'établir une puissante coalition antinazie. En 1934, Vansittart commença à promouvoir l'idée d'un rapprochement avec l'URSS. Pendant un certain temps, le gouvernement conservateur l'écouta. « Nous devons entretenir l'amitié soviétique, dit Vansittart en 1935, et l'on ne devrait pas se fourvoyer à apaiser Hitler. Nous ne devrions désormais nous laisser guider que par un réalisme opportun<sup>14</sup>. »

Poursuivant sa politique, Vansittart se mit à rencontrer régulièrement l'ambassadeur de l'URSS à Londres, Ivan Mikhaïlovitch Maiski, qui joua un rôle majeur dans l'amélioration des relations anglo-soviétiques. L'ambassadeur était un ex-menchevik arrivé à Londres comme conseiller en 1926-1927, puis promu ambassadeur à la fin de 1932. « Nombreux étaient ceux qui l'évitaient, écrivit Vansittart dans ses mémoires. J'étais désolé, car son influence dans son pays était précaire [...]. Je pensais qu'il aurait pu être tué s'il ne réussissait pas. » Maiski était un *Litvinovets*, c'est-à-dire un des hommes de Litvinov, et un partisan de la sécurité collective. Tout comme Litvinov, il avait été en exil à Londres avant la révolution russe et connaissait bien l'anglais. Il était petit avec un visage rond et amical, une moustache à la tartare, une barbiche discrète et un sourire chaleureux. Vansittart et Maiski se prirent d'amitié l'un pour l'autre. À en croire Maiski, leurs épouses avaient facilité les choses, ayant été les premières à bien s'entendre. « Aider des chiens éclopés à passer un obstacle n'est pas une tâche facile lorsqu'ils s'emploient à mordre, écrivit

Vansittart, mais ma femme et moi avons fait de notre mieux pour leur faciliter les contacts et les avons invités à des repas avec nous ou avec un certain nombre d'invités [...]. » Grâce à cela, Maiski entretint à Londres un vaste réseau de relations avec des intellectuels, des journalistes, des hommes politiques et des ministres. Il pensait que ces contacts étaient essentiels pour faire comprendre les positions et les politiques de son gouvernement, souvent déformées par le Foreign Office ou par la presse anglaise anticomuniste. Maiski excellait tellement à sa tâche que de nombreux fonctionnaires du Foreign Office furent prompts à s'irriter de ses succès et de ses entrées auprès de l'élite britannique. Durant la guerre, Maiski devint populaire à Londres. Staline, en 1953, le récompensa, comme bien d'autres, en le faisant incarcérer<sup>15</sup>. Heureusement, le dictateur mourut quelques semaines après et Maiski fut finalement libéré par Nikita Khrouchtchev, ce qui lui permit d'écrire ses mémoires et de s'éteindre bien plus tard.

Les soirées chez les Vansittart joignaient l'utile à l'agréable. « Winston » était parfois des leurs et la discussion portait sur les balbutiements du rapprochement anglo-soviétique et sa raison principale : une Allemagne lancée dans un réarmement effréné. C'est à peu près à cette époque que Churchill commença à promouvoir des relations anglo-soviétiques plus étroites. Il avait de bons rapports professionnels et personnels avec Vansittart ; c'est d'ailleurs celui-ci qui organisa le dîner de juin 1935 où Churchill rencontra l'ambassadeur soviétique pour la première fois. Ils se rencontrèrent « en famille » ; d'après Maiski, Churchill « avait cherché l'occasion de discuter » avec lui. Les deux hommes s'entendirent bien et commencèrent à se voir régulièrement. Churchill, qui partageait le point de vue de Vansittart sur la nécessité d'établir de meilleures relations entre l'Occident et l'URSS, devint le conseiller de Maiski, et s'en tira fort bien. Il déclara que la politique soviétique devait être prudente et patiente. Il mit son interlocuteur en garde contre les conservateurs purs et durs qui ne voulaient pas d'une coopération avec l'URSS et qui pensaient que l'on pouvait réaliser la sécurité à l'Ouest en pactisant avec l'Allemagne, en échange de sa liberté d'action à l'Est. « Ce sont des fadaïses ! éructa Churchill. L'Allemagne hitlérienne est une machine de guerre géante, savamment organisée, et menée par de vulgaires gangsters à l'américaine. » Litvinov avait raison, la paix européenne était indivisible : si Hitler se

tournait vers l'Est, il se retournerait ensuite vers l'Ouest, et dès lors serait bien plus difficile à stopper. Churchill pensait que les partisans franco-britanniques d'une alliance auraient à plus ou moins long terme le dessus, mais la victoire n'était pas pour demain ; il prévoyait des « zigzags » (des hauts et des bas) dans la politique britannique. Le gouvernement soviétique devait rester « patient et calme ». De son côté, l'Armée rouge devait s'armer jusqu'aux dents, car « l'ennemi commun est à nos portes ». L'animosité insurmontable des « durs » empêchait la participation directe et immédiate des Soviétiques à une grande alliance antinazie. « Les irréductibles changeront d'avis », dit Churchill. Malheureusement, ce ne fut pas le cas<sup>16</sup>.

En 1936, Vansittart perdit une grande partie de l'influence qu'il exerçait sur la politique étrangère britannique. Son déclin s'amorça après l'invasion de l'Abyssinie par l'Italie, durant l'automne 1935. En décembre, la crise éclata. Le secrétaire aux Affaires étrangères, sir Samuel Hoare, en poste seulement depuis six mois, dut démissionner lorsque la presse révéla les détails des plans anglo-français d'un règlement territorial généreux avec l'Italie. Vansittart assumait la responsabilité d'une partie du scandale, et on raya l'Italie de la coalition (alors qu'il s'agissait d'un des alliés potentiels). Il dut bientôt rayer de la liste également l'URSS, parce que le nouveau secrétaire aux Affaires étrangères, Anthony Eden, mit un terme au rapprochement avec les Soviétiques. « Je ne fais pas confiance [aux Soviétiques], disait Eden, et je suis sûr qu'ils détestent profondément toutes les valeurs que nous défendons<sup>17</sup>. » Les raisons habituelles étaient invoquées : le Komintern, la propagande communiste, l'hostilité soviétique envers l'Empire britannique, l'ingérence dans les affaires intérieures britanniques. Je ne veux pas de « relations exceptionnellement intimes avec les Soviétiques, recommanda Eden, il suffit seulement qu'elles soient "correctes"<sup>18</sup> ». La plupart des conservateurs — et ils comptaient davantage, car ils contrôlaient le gouvernement — étaient des idéologues qui se rangeaient au concept léniniste selon lequel le socialisme était engendré par la guerre et en vertu duquel une autre guerre étendrait le communisme au cœur de l'Europe. C'est pourquoi une alliance avec l'URSS contre l'Allemagne n'était pas souhaitable.

## V

La même controverse politique eut lieu en France suivant les mêmes axes, bien qu'elle ait commencé plus tôt. Parmi les réalistes des années 30, on trouvait, comme nous l'avons déjà dit, Édouard Herriot, auquel il faut ajouter Joseph Paul-Boncour, un socialiste, et Louis Barthou, un anti-communiste de droite. Herriot et Paul-Boncour, ministres des Affaires étrangères entre 1932 et 1934, lancèrent un mouvement prometteur en vue d'un rapprochement franco-soviétique. En 1932, le gouvernement français signa un pacte de non-agression avec l'URSS; en 1933, il envoya un attaché militaire à Moscou; et au début de 1934, il conclut un accord commercial provisoire. Les historiens soulignent peu le rôle de Paul-Boncour dans ce rapprochement; pourtant, en 1933, il œuvra pour un accord commercial franco-soviétique et entama des discussions avec Litvinov et l'ambassadeur soviétique à Paris sur la sécurité collective. Paul-Boncour était petit mais charmant, arborant des boucles flottantes de cheveux blancs. Certains voyaient en lui un poids léger intellectuel, d'autres, un opposant engagé contre l'*appeasement*. Un historien contemporain dit que Paul-Boncour considérait son travail en tant que ministre des Affaires étrangères comme « un emploi à temps partiel<sup>19</sup> », mais pas lorsqu'il s'agissait du rapprochement franco-soviétique. Il fit pression sur ses fonctionnaires afin d'obtenir un accord commercial qui soit une étape vers de meilleures relations politiques<sup>20</sup>. Au printemps 1938, lorsque Paul-Boncour retourna brièvement au Quai d'Orsay comme ministre des Affaires étrangères, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, sir Eric Phipps, conspira en vue de lui faire perdre son poste de peur qu'il ne durcisse la position française contre l'Allemagne<sup>21</sup>.

Le développement du rapprochement franco-soviétique était un exploit considérable étant donné la situation politique instable régnant en France, où les gouvernements se succédaient à quelques mois d'intervalle. Au début de 1934, la confiance des Français en leur parlement et même en la démocratie parlementaire était au plus bas. La dépression avait touché la France tardivement mais durement: les faillites et le chômage étaient en hausse et les salaires avaient chuté d'un tiers. Les émeutes et les manifestations animaient presque chacune des nuits parisiennes. On exprimait son mépris de l'Assemblée nationale: les bistrotis parisiens

affichaient : « Ici on ne sert pas les députés. » L'instabilité du gouvernement français inquiétait le Narkomindel, commissariat soviétique aux Affaires étrangères<sup>22</sup>. À Moscou, l'ambassadeur de France, Charles Alphan, était bien incapable de trouver une explication convaincante. En juillet 1933, il confia au haut fonctionnaire B. S. Stomoniakov que l'Assemblée nationale était « une affaire peu reluisante » et que la presse se vendait au plus offrant<sup>23</sup>. Alphan ne savait sans doute pas que même l'URSS recherchait les faveurs de la presse française<sup>24</sup>.

Ces commentaires ont dû paraître prophétiques aux yeux des hauts fonctionnaires soviétiques. En 1934 éclata l'affaire Stavisky, lorsque la police française rattrapa l'escroc notoire Serge Alexandre, alias Sacha Stavisky, qui, depuis des années, avait acheté des membres haut placés du gouvernement et même des députés pour mener à bien ses escroqueries et éviter la prison. C'était « la République des Potes », où « des hommes foncièrement honnêtes étaient en bons termes avec des hommes moyennement honnêtes qui s'entendaient bien avec des hommes louches qui fréquentaient des escrocs de la pire espèce ». La République faillit tomber le 6 février, lorsque des émeutes provoquées par la droite ensanglantèrent la place de la Concorde à Paris<sup>25</sup>.

Ces événements inquiétèrent les officiels soviétiques. Peu avant les émeutes, V. S. Dovgalevski, l'ambassadeur de l'URSS en France, avertit Litvinov que le gouvernement et la société français étaient divisés en prosoviétiques et proallemands. Alphan tenta de se faire rassurant : il ne pensait pas que la politique française à l'égard de l'URSS allait changer. Mais il reconnut également que certains des bureaucrates au gouvernement et dans des cercles d'influence s'opposaient à un rapprochement. « Nos capitalistes, dit-il, ont peur de vous. » Il pressa les Soviétiques de mettre la bureaucratie gouvernementale de leur côté afin d'améliorer les relations<sup>26</sup>. Les communications en provenance de l'ambassade soviétique à Paris furent plus encourageantes : Barthou, le nouveau ministre des Affaires étrangères, assura Dogvaleski de son engagement en vue de l'amélioration des relations, et il entreprit des négociations pour la conclusion d'un pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle<sup>27</sup>.

Barthou adopta la politique de Herriot/Paul-Boncour, mais il fut tué en octobre suivant par les fascistes croates qui assassinèrent le roi Alexandre de Yougoslavie à Marseille. Son successeur, Pierre Laval, était

un homme peu fiable, conservateur de fraîche date avec peu d'opinions solides. Les représentants soviétiques s'inquièrent : la politique de la France continuerait-elle comme auparavant ? Laval fournit des assurances à ce sujet, mais il était de notoriété publique qu'il préférerait un rapprochement avec l'Allemagne. Litvinov ne croyait pas aux assurances de Laval : la France ne se rangerait aux côtés de l'URSS que pour tirer d'importantes concessions à l'Allemagne<sup>28</sup>. En fait, Laval n'était pas très favorable à des liens étroits. C'était un anticommuniste convaincu (un des seuls principes auquel il tenait invariablement) ; il s'était d'ailleurs opposé au rapprochement franco-soviétique au conseil des ministres à l'époque où Barthou était au Quai d'Orsay. Il disait que de meilleures relations avec l'URSS amèneraient « l'Internationale et le drapeau rouge » en France. Et s'il devait y avoir une guerre en Europe, elle mènerait à « une invasion » bolchevique<sup>29</sup>.

L'Internationale communiste représentait-elle une menace si grave ? En 1933, Alphand observa qu'elle était un instrument au service de la politique étrangère soviétique au même titre que l'Armée rouge, et qu'elle n'était dangereuse que pour les États hostiles à l'URSS. « Faites-nous l'honneur, dira plus tard le maréchal K. I. Vorochilov, commissaire à la Défense, de ne pas nous croire assez bêtes pour nous mêler de ce qui ne nous concerne pas dans les autres pays [sous-entendu de la politique intérieure française]<sup>30</sup>. » En 1935, dans une dépêche diplomatique, le chargé d'affaires français à Moscou, Jean Payart, prétendit que le gouvernement soviétique n'était pas le moins du monde intéressé à exporter la révolution à travers le monde et que le Komintern vivait ses derniers instants<sup>31</sup>. C'étaient les arguments des réalistes. L'Allemagne nazie représentait le danger le plus imminent ; le Komintern dérangeait, mais ne constituait pas une menace pour la sécurité de l'Europe.

Laval n'était pas un réaliste. D'après l'ambassadeur de Pologne à Paris, une entente avec l'Allemagne était sa « grande idée ». Laval ne s'en cacha pas à V. P. Potemkine, le successeur de Dovgalevski au poste d'ambassadeur à Paris : « Ma germanophilie, dit-il, [...] est le pacifisme du peuple français ; sans une amélioration des relations entre la France et l'Allemagne, il n'y aura pas de paix possible<sup>32</sup>. » Laval trouva des alliés à Londres, surtout parmi les hauts fonctionnaires du Foreign Office, qui voyaient d'un mauvais œil les relations étroites entre la France et l'URSS.

C'est une « politique fatale, reconnu Orme Sargent, sous-secrétaire d'État adjoint au Foreign Office, qui ne peut [...] aboutir en définitive qu'à un seul résultat, à savoir une guerre en Europe, [guerre] dont le seul bénéficiaire serait le gouvernement soviétique en sa qualité d'agent de la Troisième Internationale<sup>33</sup> ». En Grande-Bretagne comme en France, l'opposition conservatrice à des relations franco-soviétiques plus étroites reposait sur le dilemme guerre-révolution.

Potemkine accusa Laval d'utiliser un double langage et d'être dur en affaires, comme si la France faisait un sacrifice en concluant un accord avec l'URSS<sup>34</sup>. Sans conteste, Laval cherchait à gagner du temps. En mars 1935, le gouvernement soviétique lança un quasi-ultimatum afin de mener à bien les négociations sur le pacte d'assistance mutuelle. Litvinov mit sur la table en avril de nouvelles propositions, lesquelles furent « blackboulées<sup>35</sup> » par les Français. Finalement, Laval conclut le pacte, parce que l'intransigeance de Hitler ne lui laissait pas grand choix. Le 9 mars, le gouvernement nazi révéla l'existence de la Luftwaffe et, la semaine suivante, Hitler annonça qu'il réintroduisait la conscription et portait à 500 000 les effectifs de l'armée allemande. Ces développements incitèrent encore davantage à de meilleures relations franco-soviétiques. Toutefois, deux hauts fonctionnaires influents du Quai d'Orsay, le secrétaire général Alexis Léger (le futur Saint-John Perse) et le directeur politique Paul Bargeton, s'y opposèrent. Ils ôtèrent au pacte toute sa force en l'alourdisant de restrictions et d'entraves<sup>36</sup>. Néanmoins, Laval, tout anti-communiste qu'il fût ou ne fût pas, était un homme politique averti : les communistes français représentaient des voix à Aubervilliers, où il se représentait comme candidat à la mairie. Par conséquent, il se rendit à Moscou en mai 1935 afin de signer, en grande pompe, le pacte d'assistance mutuelle. Peu de temps après, l'URSS signa également un accord similaire avec la Tchécoslovaquie, renforçant ainsi l'entente franco-soviétique et le pacte d'assistance mutuelle franco-tchèque de 1925. Voulant s'assurer que la France ne l'abandonnerait pas en cas de pépins, l'URSS avait mis comme condition à son accord le soutien français aux Tchécoslovaques.

Après avoir promis une ratification rapide du pacte d'assistance mutuelle et suggéré à Staline des rencontres entre officiers des deux états-majors, Laval repoussa la ratification pour le restant de l'année et laissa l'état-major français se soustraire aux entretiens militaires. L'état-major

général accusa Laval de ce retard, mais les généraux eux-mêmes n'étaient pas très pressés d'entamer des pourparlers. Litvinov prévoyait que, si Laval restait en poste, il refuserait de ratifier le pacte ou bien en ferait un « chiffon de papier<sup>37</sup> ». Souvent découragé par les manœuvres dilatoires des Français, Litvinov sombra parfois dans un désespoir cynique vis-à-vis de la duplicité de la politique française<sup>38</sup>. En février et mars 1936, l'Assemblée nationale française ratifia en fin de compte le pacte franco-soviétique, mais il était déjà trop tard pour donner plus de valeur au pacte que celle du papier sur lequel il était imprimé.

Malgré le scepticisme de Litvinov entre 1935 et 1937, le gouvernement soviétique insista auprès des autorités françaises pour que des entretiens militaires aient lieu et pour avoir accès à du matériel de guerre produit par l'industrie française. L'état-major général français refusa les demandes répétées de pourparlers militaires des Soviétiques, bien qu'il ait disposé en 1935 de renseignements indiscutables sur une montée en puissance des forces armées soviétiques. Les Français jugèrent que des discussions d'états-majors pourraient entraîner la réoccupation par les nazis de la Rhénanie démilitarisée, ou provoquer les conservateurs britanniques, qui étaient pour la plupart hostiles à l'URSS et opposés à des liens franco-soviétiques plus étroits. La Pologne, avec laquelle la France avait conclu une alliance militaire en 1921, créait aussi des difficultés : elle craignait davantage l'URSS que l'Allemagne. Pour Varsovie, « l'ennemi numéro un » était clairement désigné. De tels raisonnements avaient conduit le gouvernement polonais à conclure un pacte de non-agression avec l'Allemagne en janvier 1934<sup>39</sup>. La polarisation croissante de la politique française qui se produisit après les émeutes de février 1934 fit empirer la situation. Le centre et la gauche s'unirent en un Front populaire dans le courant de 1935 afin de se préparer pour les élections législatives l'année suivante. La force croissante de la gauche effraya la droite française et augmenta ses craintes de voir se développer des relations plus étroites avec l'URSS.

Lorsque Laval perdit le pouvoir au début de 1936, le gouvernement soviétique se sentit probablement débarrassé d'un gêneur. Alphand, visiblement soulagé, télégraphia à Paris pour dire que désormais les dégâts des mois passés pourraient être réparés<sup>40</sup>. En février 1936, Litvinov rencontra le nouveau premier ministre français, Pierre-Étienne Flandin, à

Paris. Nous avons, nous aussi, nos « isolationnistes », avertit Litvinov, ajoutant que le gouvernement soviétique aspirait à la clarté dans ses relations avec la France et non à l'incertitude qui avait prévalu durant les huit mois où Laval avait été président du Conseil<sup>41</sup>. Cependant, Litvinov ne devait jamais parvenir à la clarté tant espérée. En mars, la crise liée à la Rhénanie éclata alors que l'Assemblée nationale discutait de la ratification du pacte franco-soviétique. L'ambassade soviétique à Paris fut découragée par la faiblesse de la riposte franco-anglaise à la réoccupation militaire par l'Allemagne de la zone démilitarisée bordant la rive gauche du Rhin. L'action de Hitler violait une disposition essentielle du traité de Versailles : à l'avenir, il était sûr que la France ne se porterait pas facilement à la rescousse de ses alliés de l'Est. En dépit des enjeux élevés, les gouvernements français et britannique, en effet, ne firent rien pour contrecarrer l'action des nazis. Selon Potemkine, il n'était pas difficile de comprendre pourquoi. Le gouvernement français dépendait à l'excès du soutien britannique et craignait de le perdre en poursuivant une politique trop agressive envers l'Allemagne. Il y avait également une confiance restreinte dans la capacité militaire soviétique en cas de guerre. Potemkine fit cette réflexion : « Nous sommes éloignés, nous n'avons pas de frontière commune avec l'Allemagne, et l'Armée rouge n'est pas prête à une guerre offensive. » Georges Mandel, ministre français partisan d'une alliance franco-soviétique, commença à rencontrer l'ambassadeur de l'URSS. Au printemps 1936, Mandel confia à Potemkine : « [...] aucun candidat aux élections [en mai] ne proposera la guerre et ne défendra une politique de fermeté. [...] Les élections auront lieu sous le mauvais augure du pacifisme. » Dans ces circonstances, Mandel pensait que le gouvernement français n'aurait pas d'autre choix que d'attendre, d'observer, de gagner du temps et d'espérer une prise de conscience de l'opinion publique à la suite de nouvelles agressions nazies<sup>42</sup>.

Disons quelques mots sur Mandel, dont le nom reviendra plusieurs fois dans cet ouvrage. Journaliste à Paris au début du siècle, il commença à travailler pour Georges Clemenceau, premier ministre durant la dernière année de la Grande Guerre. Clemenceau, appelé successivement « le Tigre » et le « Père de la victoire », menait la guerre contre l'Allemagne d'une manière impitoyable ; Mandel devint son bras droit. Des politiciens « défaitistes » furent emprisonnés, des espions exécutés : aucun

relâchement ne fut toléré dans la guerre contre les « Boches ». Mandel gagna une réputation d'exécuteur des basses œuvres du premier ministre, son homme de main, un rôle qui lui valut à la fois crainte et respect.

Mandel était un conservateur, mais aussi un juif, ce qui ne cadrait pas bien avec la droite politique où l'antisémitisme était répandu. Il entra au gouvernement pour la première fois en 1934 en tant que ministre des Postes. En 1936, il plaida pour la formation d'un gouvernement d'union nationale et milita sans relâche pour une alliance militaire franco-russe. La France devait soit abandonner ses intérêts stratégiques en Europe orientale, soit collaborer avec tous les pays menacés par l'Allemagne. Mandel établit des liens avec Potemkine et avec son successeur, I. Z. Souritz (leurs rapports rendent parfois compte de ses conversations avec ce dernier). Étant un des derniers *clemencistes*, il était convaincu que la guerre avec l'Allemagne était inévitable ; par conséquent, il préférait s'y préparer<sup>43</sup>.

Le temps joua plus en faveur de l'Allemagne qu'en faveur de la France et de la Grande-Bretagne. Durant le « printemps rouge » de 1936, le Front populaire remporta les élections législatives en France et le socialiste Léon Blum devint premier ministre. Peu après, des grèves éclatèrent et des occupations d'usines se produisirent. Aux yeux des conservateurs britanniques, la France avait sombré dans le marasme socialiste. Pour la droite française, le Front populaire n'était qu'une façade dissimulant le communisme. La lecture des dépêches britanniques en provenance de Paris suscitait la morosité au Foreign Office. En août 1936, Eden nota dans un rapport : « La lecture de cette dépêche fait ressentir une France qui devient de plus en plus "rouge" [...] ». En septembre, l'ambassade britannique à Paris soumit un rapport sur « la soviétisation de la France<sup>44</sup> ».

Le printemps rouge fut suivi de l'été rouge : la guerre civile éclata en Espagne. Si le Front populaire perturba les tories, le déclenchement de la guerre civile espagnole les déstabilisa. L'Italie et l'Allemagne prêtèrent assistance aux insurgés ; l'URSS dépêcha de l'aide et des conseillers au gouvernement républicain. La France et la Grande-Bretagne se déclarèrent pour la non-intervention, ce qui ne fit qu'aider les fascistes espagnols dirigés par le général dissident Francisco Franco. « La situation en Espagne est infernale », nota Harold Nicolson dans son journal. En fait, elle renforçait les « penchants » proallemands et antirusse des tories. Le

premier ministre britannique, Stanley Baldwin, était « très affecté par les problèmes liés à la crise espagnole », selon une source proche. « J'ai déclaré à Eden [...], dit Baldwin, qu'en aucun cas il ne doit nous amener à combattre aux côtés des Russes, que ce soit du fait des Français ou d'autres. » « En aucun cas nous ne devons faire quoi que ce soit qui favorise le communisme en Espagne », déclara un autre ministre de la couronne. L'intervention étrangère en Espagne risquait d'entraîner la formation de blocs idéologiques, avertit un haut fonctionnaire du Foreign Office, ce que les Britanniques cherchaient justement à éviter<sup>45</sup>. Vansittart fit passer le message suivant : si la France dévie encore plus à gauche ou se rapproche « des Soviets », l'opinion publique britannique le prendra vraiment mal. « Le gouvernement britannique, écrivit Vansittart, est soutenu par une très large majorité conservatrice qui n'a jamais été préparée à consentir un quelconque sacrifice pour les beaux yeux des rouges. » La guerre civile espagnole faisait apparaître les yeux des rouges comme brûlant d'un feu encore plus intense. Le fait que Vansittart ait adressé ce message en dit long<sup>46</sup>.

En septembre 1936, Potemkine avertit le ministre des Affaires étrangères français, Yvon Delbos, qu'une « politique de capitulation » devant toute agression fasciste causerait à la France la perte de ses alliés et mènerait à son isolement. Delbos rétorqua que le gouvernement cherchait à éviter la guerre et que l'on craignait de plus en plus une révolution en France. L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris s'ingéra dans les affaires intérieures françaises en signifiant à ses homologues français que Londres considérerait d'un mauvais œil de nouvelles grèves en France. Potemkine s'en étonna : « Pourquoi la France permet-elle à un gouvernement étranger de se mêler de ses affaires internes ? » Delbos répondit que « l'amitié » de la France avec la Grande-Bretagne lui permettait certaines libertés<sup>47</sup>. Potemkine n'avait pu s'empêcher de comparer la complaisance française à l'égard de certaines « libertés » amicales britanniques avec sa susceptibilité envers « l'ingérence » inamicale soviétique.

En tout cas, l'avertissement de Potemkine n'eut aucun effet. En octobre, Léger, le Vansittart français (sans le courage ni la vision de celui-ci), avisa le chargé d'affaires soviétique que les relations franco-soviétiques se détérioreraient si l'URSS ne menait pas une politique moins agressive en Espagne<sup>48</sup>. Les conséquences stratégiques négatives

pour la France d'avoir à ses frontières un autre état fasciste, en plus de l'Allemagne et de l'Italie, ne semblait pas inquiéter outre mesure le secrétaire général. Ainsi que le nota Collier, le fidèle collaborateur de Vansittart, en 1937 : « Lorsqu'il s'agit des affaires de l'Espagne, les gens [...] semblent oublier à quel pays ils appartiennent, mais pas à quelle Église ou à quelle classe [...] »<sup>49</sup>. »

Les événements en URSS étaient tout aussi préoccupants. Les purges orchestrées par Staline à l'endroit des vieux bolcheviks durant l'été 1936 commençaient à répandre des fleuves de sang : elles n'améliorèrent pas les relations anglo-franco-soviétiques. Au contraire, elles ajoutaient de l'eau au moulin de la droite antisoviétique en Grande-Bretagne et en France. Mais ces purges sanglantes — au même titre que la victoire du Front populaire et la guerre d'Espagne — se produisirent *après* que les gouvernements français et britannique se furent détournés d'un rapprochement avec l'URSS, à un moment — chose paradoxale — où les militaires français et britanniques évaluaient plutôt positivement l'Armée rouge<sup>50</sup>. Il faut dire que l'évaluation des troupes soviétiques par les généraux français durant l'automne 1936 avaient tourné au vinaigre. Toutefois, elles n'avaient jamais été franchement hostiles, même dans le rapport négatif sur les manœuvres de l'Armée rouge par le général Victor-Henri Schweisguth, chef d'état-major adjoint<sup>51</sup>. En réalité, les chefs militaires français croyaient que l'Armée rouge n'était pas en mesure de soutenir une offensive de longue haleine (il faut ajouter que l'armée française n'avait jamais envisagé d'opérations offensives au-delà des glacis protecteurs de la ligne Maginot). Et, parallèlement, ils avaient la conviction que les Britanniques, avec leurs deux divisions pas tout à fait opérationnelles, étaient incapables de mener une opération offensive en Europe<sup>52</sup>. Par contre, selon eux, on pouvait compter sur l'Armée rouge pour défendre d'une manière formidable le territoire russe et pour fournir du matériel de guerre et des provisions à la Pologne et à la Roumanie. Ces derniers éléments pouvaient être déterminants dans la « guerre de longue durée », que les Franco-Britanniques envisageaient contre l'Allemagne. Même le général anticommuniste Schweisguth le reconnaissait. Selon cette logique stratégique, les atouts soviétiques n'étaient pas minces et auraient dû inciter la France et la Grande-Bretagne à mener des négociations avec l'URSS.

Il suffit de lire ce que Laval ou Eden, et nombre de leurs collègues, avaient à dire entre 1934 et 1936 pour expliquer pourquoi ils ne favorisè-

rent pas la coopération anglo-franco-soviétique<sup>53</sup>. Ces explications étaient principalement fondées sur la peur de la révolution socialiste et la crainte d'une propagation de l'influence soviétique en Europe. La peur de la guerre était contrebalancée par la peur de la révolution et la peur... de la victoire. Une alliance anglo-franco-soviétique l'emporterait certainement, mais à quel prix ? La guerre signifiait la ruine, le déclin et l'effondrement du vieil ordre européen ; mais la victoire risquait de propager le communisme sur la vague porteuse de l'Armée rouge. Les purges staliennes ne firent donc que durcir la détermination des opposants à de meilleures relations avec l'URSS et inhiber leurs partisans.

Vers la fin de 1936, Robert Coulondre, qui entre-temps avait succédé à Alphand comme nouvel ambassadeur de France, arriva à Moscou. Lors de sa première rencontre avec Litvinov, le 10 novembre, il se plaignit de la propagande communiste en France. La position des radicaux était décisive dans l'établissement des bonnes relations franco-soviétiques ; or ceux-ci étaient affolés par le communisme. Litvinov donna des assurances sur ce point : en fait, les Soviétiques ne s'intéressaient pas trop au sort des communistes français. Il fit observer à Coulondre que la France et l'URSS avaient un intérêt commun à sauvegarder la paix. Hitler cherchait à rompre cette unité en agitant les craintes du communisme. La France allait-elle jouer le jeu de l'Allemagne en lui fournissant des arguments en ce sens<sup>54</sup> ? Coulondre ne rendit pas compte de sa réponse ; de toute façon, le plaidoyer de Litvinov n'aurait pas été entendu. L'ironie de la situation venait du fait que les communistes français avaient appuyé les radicaux avant les élections du printemps, dans l'espoir qu'une fois au gouvernement, ils poursuivraient une politique antifasciste et une alliance étroite avec l'URSS. Les gains électoraux des communistes et des socialistes français, combinés aux pertes des radicaux, bouleversèrent la stratégie des communistes et sapèrent leurs relations avec le parti radical. Désormais, la peur idéologique du parti communiste français dépassa le cadre hexagonal pour s'étendre à la politique étrangère, déstabilisant ainsi les fragiles liens franco-soviétiques. L'avènement en force des communistes français, alors que venait d'éclater la guerre civile espagnole, effrayait la grande bourgeoisie et l'état-major. Le général A. J. Georges, chef d'état-major adjoint, pensait que le pacte d'assistance mutuelle devait être complètement abandonné. Il craignait la progression du communisme en France et la possibilité d'une grève générale. Les

collègues de Georges, les généraux P.-H. Gérodiàs et M.-E. Debeney, considéraient le pacte avec les Soviétiques comme un marché de dupes dont feu Barthou était responsable<sup>55</sup>. À la fin de 1936, la politique de sécurité collective de Litvinov avait essuyé de graves revers. À Paris, Herriot estimait que les relations franco-soviétiques avaient été « empoisonnées<sup>56</sup> ». En Grande-Bretagne, on se trouvait dans la même situation.

Litvinov fustigea les gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne « qui pensent que les préparatifs en vue de résister à une agression planifiée ouvertement ne peuvent être faits qu'avec le consentement et la participation des instigateurs de cette agression ». Litvinov mit au défi l'Ouest de choisir entre la sécurité collective « et l'acceptation soumise des revendications de ces agresseurs ». Cette dernière option, prévint-il, ne pouvait constituer qu'un « rapprochement du homard avec le requin<sup>57</sup> ».

Tandis qu'il doutait de l'engagement français au sein du pacte d'assistance mutuelle, le gouvernement soviétique continuait à insister pour que se tiennent des discussions militaires. À la fin juin 1936, Litvinov avait évoqué la question auprès du ministre des Affaires étrangères, Delbos, comme l'avait fait E. V. Girshfel'd, le chargé d'affaires soviétique à Paris, avec le général Schweisguth. Girshfel'd admit que l'absence d'une frontière germano-soviétique commune bloquait la coopération militaire franco-soviétique; selon lui, il ne pouvait y avoir de coopération sérieuse entre les états-majors français et soviétique que par l'organisation de rencontres pour discuter des problèmes de la sécurité collective. Le gouvernement français craignait de provoquer l'Allemagne. Fallait-il attendre que Hitler soit passé à l'attaque pour entreprendre des discussions<sup>58</sup>? La réponse malheureuse à cette question ne devint que trop évidente en 1939.

Lorsque Schweisguth se rendit en URSS pour observer les manœuvres militaires en septembre 1936, le commissaire adjoint à la Guerre, M. N. Toukhatchevski, reposa la même question importune<sup>59</sup>. Litvinov fit de même devant Blum le mois suivant. Avec une honnêteté remarquable, le ministre français suggéra que les discussions étaient « sabotées » par l'état-major général et par le ministre de la Guerre, Édouard Daladier. Les commandes soviétiques de matériel de guerre étaient bloquées elles aussi par la bureaucratie militaire. Potemkine fit observer que son gouverne-

ment commençait à douter de la sincérité des Français dans leur contribution au renforcement de l'armement soviétique<sup>60</sup>. Les initiatives « répétées » du gouvernement soviétique pour obtenir des rencontres d'états-majors mirent le gouvernement français mal à l'aise. En fait, Daladier avait peur « d'alarmer certaines puissances amies et de fournir à l'Allemagne le prétexte facile d'une tentative d'encercllement ». Le ministère français de la Guerre bloqua la vente de matériel militaire moderne, en particulier de matériel naval, en raison d'hypothétiques objections britanniques. Il lui importait peu, cependant, de vendre à l'URSS de l'équipement obsolète<sup>61</sup> !

Tous les membres du gouvernement Blum n'étaient pas hostiles à des rencontres d'états-majors. Le premier ministre lui-même avait l'esprit large et son ministre de l'Air, Pierre Cot, était prêt à engager des discussions militaires sans l'approbation du Conseil sur la base réduite de la coopération entre forces aériennes. Daladier résista, mais Cot persista, prêt à entraîner le gouvernement à sa suite<sup>62</sup>. Le 6 novembre 1936, son point de vue sembla dominer, puisque le Conseil donna son accord pour des rencontres préliminaires avec l'attaché militaire soviétique. Cette percée était trompeuse : Daladier et le général Maurice Gamelin, chef d'état-major, n'avaient accepté que dans le seul but d'enlever l'initiative à Cot et de rétablir leur contrôle. Ce serait difficile, remarqua Schweisguth, « de les ajourner davantage sans risquer que l'Air prenne la direction du mouvement et fasse des imprudences<sup>63</sup> ». Le 9 novembre, Blum annonça à Potemkine que l'initiative de Cot allait être élargie et que Gamelin se rangeait à son avis. « En comparaison de la situation précédente, dit-il, c'est un pas dans la bonne direction. » Le gouvernement soviétique sembla croire Blum, mais en fait craignait des retombées négatives, au cas où les discussions échoueraient<sup>64</sup>.

La situation se dégrada en 1937. En janvier, le ministre Camille Chautemps confia à Potemkine que les rencontres d'états-majors risquaient de provoquer une « guerre préventive » germano-italienne et qu'elles étaient mal vues par les Britanniques. Le gouvernement soviétique n'avait aucunement l'intention de faire pression sur la France, répondit Potemkine, mais les Français commettaient l'erreur de guetter constamment par-dessus leur épaule les derniers éclats de l'Allemagne et de subordonner leur politique étrangère aux directives de Londres<sup>65</sup>.

Manœuvres dilatoires et duplicité furent les principales tactiques utilisées pour saborder les rencontres d'états-majors. Gamelin confia à Schweisguth : « Il faut faire traîner les choses en longueur. » Lorsqu'une réponse soviétique aux demandes françaises arriva, Schweisguth prit bonne note de l'ordre de Gamelin : « Il faudra donc ne pas se hâter, mais éviter de donner aux Russes l'impression qu'on se joue d'eux, ce qui pourrait les amener à une volte-face politique [c'est-à-dire un rapprochement avec l'Allemagne]<sup>66</sup>. » Gamelin et Daladier prirent la tête du mouvement ; Léger prit en charge le Quai d'Orsay.

Schweisguth rencontra plusieurs fois le nouvel attaché militaire soviétique, mais tout n'était que charade. « La situation est toujours la même, nota Schweisguth, gagner du temps, sans rebuter les Russes et sans passer à des conversations d'états-majors [...]. » Daladier estima que la France pouvait se passer du soutien soviétique mais pas de celui des Britanniques. Leur gouvernement « digérait » mal le pacte d'assistance mutuelle ; il s'étranglerait advenant un accord militaire<sup>67</sup>. Léger assura Blum que les hauts fonctionnaires du ministère de la Guerre et du ministère des Affaires étrangères respecteraient loyalement la politique du gouvernement sur les discussions militaires ; mais c'était de la poudre aux yeux : pas même Daladier n'avait l'intention de respecter la politique du gouvernement<sup>68</sup>. Pour Daladier et Gamelin, il s'agissait de faire un pas en avant afin d'en faire deux en arrière.

En février 1937, l'attaché militaire soviétique, A. S. Semenov, rencontra Schweisguth et son supérieur, le général Louis-Antoine Colson. Semenov indiqua que, si la Pologne et la Roumanie permettaient le libre passage sur leur territoire, l'Armée rouge assisterait la France de toutes ses forces en cas d'attaque allemande. Dans le cas contraire, l'aide soviétique serait nécessairement plus restreinte ; mais le gouvernement soviétique était prêt à envoyer des troupes en France et à fournir un appui aérien — perspective sans aucun doute effrayante pour l'état-major général français obsédé par la menace rouge. En contrepartie, le gouvernement soviétique désirait savoir quel type d'assistance la France pouvait offrir à l'URSS en cas d'agression allemande<sup>69</sup>.

Blum rencontra Potemkine le 17 février après l'entrevue de Semenov avec Colson et le remercia pour les propositions soviétiques « directes et détaillées ». Il se demandait si la Roumanie accepterait de laisser l'Armée

rouge traverser son territoire, à supposer que la Pologne restât neutre. Potemkine répondit qu'il s'était « déjà résigné au refus de la Pologne de remplir ses engagements<sup>70</sup> ». Quelques jours plus tard, Blum s'entretint avec Daladier, Léger et Gamelin. Les notes marginales de Daladier tiennent Schweisguth pour responsable des retards dans les pourparlers. En réalité, c'étaient Daladier et Gamelin qui tiraient les ficelles : Schweisguth n'était qu'un fidèle exécutant de leur politique<sup>71</sup>. D'après les notes de Schweisguth, Staline en personne avait écrit une lettre « très chaleureuse » en faveur d'une alliance militaire (franco-soviétique). Potemkine l'avait lue à Blum qui en fut impressionné. Mais Daladier demeurait « sceptique<sup>72</sup> ». Schweisguth rencontra Semenov le 19 mars, et lui posa de nouvelles questions sur les capacités militaires soviétiques. Schweisguth indiqua que la coopération franco-soviétique terrestre allait être « extrêmement difficile » et qu'elle dépendrait de « facteurs politiques » touchant entre autres la Pologne et les États baltes<sup>73</sup>. Les nouvelles questions de Schweisguth irritèrent le maréchal Vorochilov, commissaire soviétique à la Défense, qui refusa de prendre part à d'autres discussions. L'état-major général soviétique avait exposé ce qu'il était prêt à faire en cas d'agression allemande contre la France et, réciproquement, avait demandé à la France ce qu'elle comptait faire en cas d'attaque allemande contre l'URSS. En guise de réponse, les Français avaient multiplié les questions. Les négociations étaient « au point mort<sup>74</sup> ». Le Foreign Office intervint massivement en avril et en mai 1937, pour s'assurer que ces initiatives demeureraient lettre morte. Ce furent Eden et Vansittart qui firent pression. À la fin mai, Blum et Cot cherchaient toujours à faire progresser les pourparlers<sup>75</sup>. Avisé des dissensions françaises, Potemkine, depuis Moscou, conseilla à Souritz, le nouvel ambassadeur soviétique à Paris, de ne pas insister. Une discussion ouverte au sein du gouvernement français ne pouvait que faire empirer les choses<sup>76</sup>.

Le gouvernement soviétique ne rendit pas service à ses négociateurs : les purges staliniennes continuaient et avaient décimé le haut commandement de l'Armée rouge (à la mi-1937). Des officiers généraux, comme le maréchal Toukhatchevski, furent accusés de trahison devant des cours martiales et exécutés sommairement. Alors que l'on se souciait peu en France de l'élimination de vieux révolutionnaires bolcheviques qui avaient été des épines dans le pied de l'Occident, la disparition de nombreux

officiers soviétiques respectés semblait affaiblir les capacités opérationnelles de l'Armée rouge. L'alternative était la suivante : ou l'URSS était criblée de traîtres, ou elle était gouvernée par des fous qui s'en prenaient à leurs meilleurs généraux<sup>77</sup>. Quoi qu'il en fût, les purges de l'Armée rouge fournirent un prétexte idéal à l'état-major général français pour abandonner toute autre discussion en vue d'une coopération militaire.

L'évaluation soviétique de la fiabilité de la France déclina également. À Paris, l'ambassadeur Souritz, un autre *Litvinovets*, écrivit un rapport dévastateur sur la situation, assez en tout cas pour étayer les interprétations de Duroselle ou de Weber à propos d'une France « décadente ». Souritz écrivit en novembre 1937 que la peur du lendemain grandissait de jour en jour ; les Français voyaient du danger partout et avaient perdu la maîtrise de leurs nerfs. La Grande-Bretagne étant sa principale alliée, le gouvernement français se devait de maintenir ses liens avec Londres coûte que coûte, même si les Britanniques tenaient peu compte des intérêts français. Le « péril rouge » et la « haine de la révolution socialiste » dominaient l'ordre du jour politique. Les intérêts soviétiques et ceux de la France étaient diamétralement opposés. Pour le gouvernement français, le pacte d'assistance mutuelle était une simple police d'assurance contre un rapprochement germano-soviétique.

La politique française semblait incompréhensible à Souritz, car le gouvernement trahissait ses propres intérêts nationaux, surtout en Espagne. La lutte des classes l'emportant sur les intérêts nationaux et la soumission française à la puissance britannique (perçue comme l'unique protection réelle contre l'Allemagne nazie) étaient les seules explications qu'il trouvait. Pour la France et plus encore pour la Grande-Bretagne, il était certain que l'URSS allait jouer un rôle décisif dans la lutte contre le fascisme et que la défaite de ce dernier devait conduire à l'expansion de l'influence soviétique en Europe. Une victoire à ce prix était peu souhaitable. Les Français, dit Souritz, se dirigent vers une « capitulation totale devant Hitler et Mussolini<sup>78</sup> ».

À la fin de 1937, le gouvernement soviétique était profondément inquiet de la situation européenne et de l'affaiblissement de ses relations avec la France. L'ambassadeur Coulondre mit en garde Paris contre les dangers d'un retrait soviétique de l'Europe suite aux échecs des tentatives de sécurité collective. C'était « une longue liste de déceptions », dit Litvinov, qui suscita des doutes à Moscou à propos des relations avec la

France. Élément tout aussi important, Coulondre fit remarquer que les conséquences néfastes des purges dans l'Armée rouge se corrigeraient d'elles-mêmes rapidement. La puissance militaire soviétique était loin d'être négligeable ; l'objectif le plus urgent était le réarmement, et l'appareil de production industrielle soviétique était un des plus performants d'Europe. L'URSS pouvait jouer un rôle de soutien important (« d'adossement ») : sa puissance offensive était limitée par des problèmes logistiques, mais elle était néanmoins capitale pour la France et la Grande-Bretagne. La France n'avait pas besoin d'aimer le régime stalinien, dit Coulondre ; l'entente avec les bolcheviks ne reposait pas sur les sentiments, pas plus d'ailleurs que l'entente avec les tsars auparavant. N'oubliez pas, conseilla-t-il, pourquoi à l'origine nous avons voulu de meilleures relations avec l'URSS. Lorsque l'on négocie avec des individus comme les nazis, qui ont pour habitude de vous brandir un pistolet au visage, il est préférable de ne pas donner l'impression qu'on refuse l'assistance d'un de ses plus puissants alliés. Si on se prive de l'appui soviétique, on risque de voir Moscou chercher à établir de meilleures relations avec l'Allemagne pour éviter un isolement politique<sup>79</sup>.

Coulondre était un réaliste français. Il était diplomate de carrière et avait participé, comme délégué, à la conférence franco-soviétique infructueuse de 1926-1927 pour régler les différends économiques et politiques. En 1926, il devint sous-directeur aux Relations commerciales, la section économique et commerciale du Quai d'Orsay. Il fut étroitement associé aux négociations menées sous Paul-Boncour, tractations qui aboutirent à l'accord commercial franco-soviétique de janvier 1934. Puis il œuvra à la mise en place d'un plan visant à l'octroi de crédits commerciaux à l'URSS afin de consolider les relations politiques. Le projet fut saboté en janvier 1936, entre autres, par la Banque de France, pendant qu'à peu près au même moment, à Londres, un projet similaire était sabordé par Eden<sup>80</sup>. Lorsque Alphand demanda à quitter Moscou, Coulondre constitua le remplaçant idéal. Une des préoccupations majeures de Coulondre était le danger d'un revirement de la politique soviétique et un rapprochement avec l'Allemagne nazie.

Quand Litvinov accorda un entretien au correspondant français (à Moscou) de l'influent quotidien parisien *Le Temps*, il ne fut pas aussi réservé qu'il aurait pu l'être avec Coulondre. Il expliqua les méthodes de Hitler. Aujourd'hui, personne ne peut nier qu'il avait vu juste. Ainsi,

d'après Litvinov, lorsque Hitler déclarait qu'il voulait revenir sur les clauses territoriales du traité de Versailles, il disait en fait aux Français : toutes les clauses « sauf l'Alsace-Lorraine » ; aux Polonais, toutes les clauses, « sauf Dantzig et son corridor » ; et ainsi de suite. Quel degré de confiance peut-on accorder à de telles déclarations ? ajouta-t-il. Les nazis « n'ont renoncé à rien, pas plus à l'Alsace-Lorraine qu'aux autres territoires qui leur ont été enlevés à Versailles ». Selon Litvinov, il n'était pas impossible que les gouvernements français et britannique finissent par comprendre cela. « Quant à nous, dit-il, nous pouvons attendre. Nous ne sommes pas directement menacés. L'Allemagne n'absorbera pas l'Europe centrale en un jour. Nous avons le temps de voir venir. » Lorsque le journaliste demanda à Litvinov ce qu'il voulait dire par là, le commissaire suggéra que « d'autres combinaisons [étaient] possibles ».

« Avec l'Allemagne ? », questionna le journaliste.

« Pourquoi pas ? », répondit Litvinov.

« Mais... est-ce possible ? »

« Parfaitement. »

Coulondre, en commentant cet entretien, n'eut pas besoin d'en rajouter par rapport à ce qu'il avait déjà transmis à Paris : « [...] si l'URSS n'est pas avec nous, elle sera contre nous<sup>81</sup> ». Ce n'était certainement pas la première fois que Litvinov faisait éclater pareille bombe ni que les Franco-Britanniques en prenaient connaissance tout en l'ignorant. Il s'agit d'un « bluff », observa Orme Sargent en 1935 ; c'était « l'argument que Litvinov avait utilisé depuis le début afin d'amener le gouvernement français à se décider [...] »<sup>82</sup>. Les Français s'étaient laissés « bluffer et éblouir par les menaces et les promesses russes ».

Si on permet à la Russie de dicter à la France — et à nous-mêmes — les conditions selon lesquelles nous sommes censés gérer ses [sic] affaires de l'Europe de l'Ouest — et c'est ce vers quoi l'on s'achemine rapidement — on peut dire adieu à tout règlement européen. Nous allons passer tout notre temps à tirer les marrons du feu pour M. Litvinov<sup>83</sup>.

## VI

Les Britanniques, de leur côté, n'avaient pas envie de tirer les marrons français du feu. Les relations franco-anglaises étaient presque aussi tendues que les relations avec l'URSS. À la fin de la Première Guerre mondiale, des intérêts divergents avaient commencé à séparer les deux alliés. La France désirait la sécurité face à une Allemagne renaissante et voulait le soutien britannique pour maintenir cette sécurité. La Grande-Bretagne jouissait du confort protecteur de la Manche contre toute invasion, et s'abritait derrière l'armée française. Le gouvernement britannique ne souhaitait pas voir la France dominer l'Europe ; par conséquent, il voyait d'un bon œil la renaissance de la force économique et politique de l'Allemagne. Les Français n'étaient pas sûrs d'eux-mêmes et doutaient de leur capacité à résister à une nouvelle attaque allemande ; dominer l'Europe par conséquent n'était pas à l'ordre du jour. Entre 1932 et 1934, lorsque Herriot, Paul-Boncour et Barthou dirigèrent le ministère des Affaires étrangères, la France adopta une ligne de conduite plus déterminée par rapport à l'Allemagne, alors que le gouvernement britannique raisonnait en termes de désarmement et de compromis. Les Britanniques considéraient que les Français étaient insensibles et bellicistes ; les Français de leur côté pensaient que la Grande-Bretagne se soustrayait à ses obligations, bien à l'abri derrière la Manche, laissant à la France le soin d'assumer l'entière responsabilité, et le risque, de la sécurité de l'Europe de l'Ouest. Pour la France, la Grande-Bretagne représentait le principal allié ; pour la Grande-Bretagne, la France était un partenaire parfois querelleur, parfois timoré, que l'on se devait de tolérer parce que, après tout, l'armée française défendait les intérêts liés à la sécurité britannique en Belgique et en Hollande.

Le haut commandement français reconnaissait que les Britanniques ne pouvaient pas offrir une contribution militaire terrestre sérieuse : ils se demandaient comment l'armée française à elle toute seule pourrait contenir l'Allemagne<sup>84</sup>. À Londres, Vansittart avertit maintes fois ses supérieurs que les Français s'attendaient à l'envoi d'un important contingent britannique sur le continent. « Aucun Français ou Belge, dit Vansittart, n'acceptera l'idée de livrer des combats terrestres, pendant que nous — parce que cela nous arrange —, nous nous limiterons à des

interventions navales et aériennes<sup>85</sup>. » Lord Stanhope, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, se montra peu intéressé. « Ils veulent la promesse de forces terrestres, alors que c'est justement ce que nous avons le plus de réticences à accorder<sup>86</sup>. » Vansittart prévint que l'Angleterre pourrait se retrouver isolée si les relations franco-anglaises subissaient un refroidissement<sup>87</sup>. De tels avertissements ne trouvèrent aucun écho. Neville Chamberlain, qui succéda à Baldwin comme premier ministre en mai 1937, était opposé à l'envoi massif de troupes terrestres en France; il restreignit d'ailleurs les ressources financières nécessaires à l'expansion de l'armée britannique avant 1939<sup>88</sup>.

La politique de défense de Chamberlain consistait, implicitement, à laisser les autres, vraisemblablement les Français, ou encore mieux les Russes, livrer bataille en Europe. En 1936, le gouvernement britannique était en mesure d'envoyer deux divisions en France; en 1937, il ne planifiait pas d'en envoyer plus de cinq. « Deux, puis deux par la suite », ironisa Staline<sup>89</sup>. On était loin des quelque soixante divisions britanniques présentes sur le front occidental durant la Première Guerre mondiale. En 1935, le maréchal Philippe Pétain estimait que l'armée britannique n'était bonne qu'à « la parade », mais pas pour combattre en Europe. Gamelin tenta de cajoler les Britanniques; mais la plupart des généraux du Royaume-Uni étaient peu enclins à accroître le nombre de leurs divisions à envoyer en France. En 1937, le chef de l'état-major général impérial reconnut que l'armée française, à elle seule, ne pourrait pas tenir tête à l'Allemagne, qu'elle « appréhendait l'avenir » et manquait de la confiance nécessaire à entreprendre la prochaine guerre avec un matériel provenant de la précédente<sup>90</sup>. Ces moments de lucidité ne changèrent rien, les offres britanniques d'un soutien terrestre immédiat se limitant toujours à deux divisions.

La politique française n'était pas moins « égoïste » et malhonnête que celle des Britanniques. L'armée française, derrière la ligne Maginot, ne prévoyait pas de lancer d'offensive contre l'Allemagne pour ses alliés présumés, à savoir l'URSS, la Pologne et la Tchécoslovaquie, ou pour défendre l'Autriche<sup>91</sup>. Les officiers français auraient été bien embarrassés de dévoiler à leurs alliés de l'Est leurs plans offensifs, puisqu'ils n'en avaient aucun digne de ce nom. Selon Gamelin, l'armée était incapable de mener une offensive; il faut ajouter, cependant, que l'état-major général

français exagérait parfois l'état des forces allemandes afin de justifier son inaction<sup>92</sup>. « Surestimer l'ennemi et éviter le combat » est un résumé satirique de la situation. Il n'y avait pas au sein de l'état-major général français d'innovateurs influents pour vaincre cette pensée rigide et étreinée, ni d'improvisateurs capables de penser vite dans le feu de l'action. Tout devait être impeccable et conforme au règlement. Pourtant, la guerre, on le sait, est pleine d'imprévus et ne permet presque jamais aux généraux d'échapper totalement au hasard<sup>93</sup>. C'est pourquoi, lorsque quelqu'un comme Mandel déclara : « Utilisez les outils à votre disposition pour combattre les Allemands », l'état-major général fut incapable de répondre. En définitive, le gouvernement et le haut commandement français s'attendaient à ce que leurs alliés combattent à leur place<sup>94</sup> : il incomba à d'autres de porter le fardeau de l'offensive. « La guerre quelque part ailleurs », disaient les Français. Le problème était que les alliés de la France à l'est n'avaient aucune intention offensive non plus. La Tchécoslovaquie prévoyait de rester sur la défensive dans l'éventualité d'une guerre franco-allemande<sup>95</sup>. Les principales forces polonaises étaient cantonnées à l'est et non pas à l'ouest, sauf en 1938 lorsque la Pologne menaça d'entrer en guerre contre la Tchécoslovaquie pour obtenir sa part du butin territorial attribué durant la crise de Munich<sup>96</sup>.

« Que l'on se batte jusqu'au dernier des Français », semblaient dire les Britanniques. Rien à faire, pas nous, fut la réponse française : adressez-vous aux Tchécoslovaques, aux Polonais et aux Russes. Qui alors allait combattre les nazis ? Chacun prévoyait que ce serait l'autre. La France et la Grande-Bretagne pensaient beaucoup trop à une politique de « sauve qui peut » ; cette mentalité servait les desseins de Hitler de diviser ses ennemis afin de les vaincre un par un.

Les tensions franco-britanniques furent exacerbées durant le printemps et l'été 1936 par l'affaire de la Rhénanie, la victoire électorale du Front populaire et l'éclatement de la guerre civile espagnole. Le soutien apporté par les Soviétiques aux républicains espagnols fit craindre aux conservateurs que l'Espagne ne devienne communiste. Hitler agitait constamment ces peurs, pas seulement pour aider les fascistes espagnols, mais pour provoquer des dissensions parmi ses adversaires. Le gouvernement britannique était décidé à décourager tout appui français à l'Espagne républicaine ou une coopération franco-soviétique plus étroite.

Les Britanniques n'eurent aucun scrupule à s'immiscer dans la politique intérieure française, et cela afin d'empêcher la résurgence d'une politique vigoureuse contre l'Allemagne. « Nous [...] avons les moyens d'influencer le gouvernement français, observa Sargent; le soutien et l'approbation britanniques ont encore une grande valeur pour la France<sup>97</sup>. » La volonté de Sargent d'intervenir en France se fit plus forte après le déclenchement de la guerre d'Espagne. « Nous devrions être capables de renforcer le gouvernement français — ou de faire pression sur lui afin de le contraindre — dans ses efforts pour se libérer de la mainmise communiste intérieure aussi bien qu'extérieure, c'est-à-dire en provenance de Moscou. Même si, à un moment donné, nous devions recourir à ce qui s'apparente à de l'ingérence dans les affaires intérieures de la France [...]. » On devait empêcher la France « par tous les moyens de devenir bolchevique sous l'influence de la guerre civile espagnole [...] »<sup>98</sup>.

L'URSS était ainsi une source supplémentaire de friction franco-britannique. Même durant les années 20, le gouvernement français ne souhaitait pas s'aliéner les conservateurs britanniques en se rapprochant trop des « Soviets ». Et voilà que la situation prenait un tour ironique et déclenchait une nouvelle source d'amertume chez certains hommes politiques français. Alors que les Britanniques ne voulaient pas que la France améliore sa sécurité par des relations plus étroites avec l'URSS, ils ne lui accordaient pas, en compensation, l'appui militaire et politique dont elle avait besoin.

## VII

Une façon assez singulière pour la France et la Grande-Bretagne de concilier leurs intérêts et leurs espérances contradictoires fut de permettre à l'Allemagne de s'étendre vers l'est et le sud-ouest. En effet, il y avait un large consensus sur cette question. Sargent exposa l'argument principal en 1935: « Si [...] on interdit à l'Allemagne toute possibilité d'expansion vers l'est, où elle est moins susceptible qu'ailleurs d'entrer en conflit avec les intérêts britanniques, nous devons être prêts à une intensification progressive de la pression allemande en direction du Danube. » L'ambassadeur britannique à Berlin, sir Eric Phipps, conseilla de ne pas ériger trop de « barbelés » à l'est ou au sud, de peur que la « bête » nazie ne

se tourne vers l'ouest. Sargent acquiesça : « Je n'ai jamais vraiment pu accepter le bien-fondé de l'affirmation de M. Litvinov sur "l'indivisibilité de la paix" [...]»<sup>99</sup>. » À la fin des années 30, les services de renseignement britanniques et français avaient supposé que l'Allemagne nazie avancerait d'abord vers l'est. Cette perspective ne dérangeait pas outre mesure leurs gouvernements respectifs. Baldwin, par exemple, puis Chamberlain envisageaient avec une relative sérénité l'éventualité d'un affrontement germano-soviétique. Baldwin déclara à ses collègues conservateurs en 1936 :

Nous connaissons tous le désir de l'Allemand, et il nous en a fait part dans son livre [*Mein Kampf* d'Hitler] de s'étendre vers l'est ; s'il devait passer à l'acte, cela ne me briserait pas le cœur pour autant [...]. Il y a bien évidemment un danger qui vous a probablement tous traversé l'esprit : à supposer que les Russes et les Allemands entrent en guerre et que les Français y prennent part en tant qu'alliés des Russes, conformément à cet effroyable pacte qu'ils ont conclu, vous ne vous sentiriez pas obligés d'aller aider la France, n'est-ce pas ? Si des combats devaient se produire en Europe, j'aimerais que ce soit entre les bolcheviks et les nazis<sup>100</sup>.

Et il n'y eut aucun changement d'attitude lorsque Chamberlain devint premier ministre. Il déclara au conseil des ministres en novembre 1938 : « [...] notre attitude sera dictée largement par le fait que nous ne voulons pas voir la France entraînée dans un conflit avec l'Allemagne à cause d'une quelconque querelle entre la Russie et l'Allemagne, provoquant notre propre participation à ce conflit dans le sillage de la France<sup>101</sup>. » L'Intelligence Service britannique considérait l'URSS comme le véritable ennemi, avis que partageait aussi, bien sûr, l'état-major général français<sup>102</sup>. Cet antisoviétisme entraîna des analyses des services de renseignement qui ne tinrent pas compte des rapports faisant état de la puissance militaire soviétique. Personne ne voulait entendre vanter les mérites d'un allié soviétique dangereux et indésirable. Les arguments techniques sur les faiblesses de l'Armée rouge masquaient l'animosité anticommuniste des idéologues<sup>103</sup>. C'était une vision primaire et illusoire, car, dès que Hitler aurait satisfait son appétit à l'est, il pourrait se retourner vers l'ouest avec une puissance bien plus grande, ainsi que l'avait fait remarquer, entre autres, Churchill. À la vue des idées anglo-françaises préconçues et

malveillantes — au sujet desquelles Litvinov et ses ambassadeurs étaient bien renseignés —, il est remarquable que le gouvernement soviétique se soit accroché au concept de sécurité collective aussi longtemps qu'il le fit. On peut supposer que seule l'animosité de Hitler dissuada l'URSS d'envisager des contre-propositions à la politique de Litvinov. Mais, comme l'observa l'ambassadeur britannique Chilston, le gouvernement soviétique ne connaissait pas de meilleure politique que la sécurité collective ; par conséquent, il ne lui restait que ce concept, si inefficace qu'il fût<sup>104</sup>.